Catalogue 11-001F (English 11-001E) ISSN 0380-6103

Le Quotidien

Statistique Canada

Le vendredi 28 février 1997
Pour être diffusé à 8 h 30

PRINCIPAUX COMMUNIQUÉS

- **Comptes économiques et financiers nationaux,** quatrième trimestre de 1996 3
  En dépit d'une baisse subite des exportations, le PIB réel aux prix du marché augmente de 0,7 % au quatrième trimestre de 1996 en raison d'une poussée de la demande intérieure.

(suite à la prochaine page)

Dépenses en réparations et rénovations effectuées par les propriétaires-occupants
1995

La publication *Dépenses en réparations et rénovations effectuées par les propriétaires-occupants, 1995* offre un coup d'oeil sur les 12,0 milliards de dollars de dépenses en réparation et rénovation réalisées par les propriétaires-occupants en 1995. Celles-ci incluent les dépenses de réparation et d'entretien, d'ajout, de rénovation, de remplacement et d'installation d'accessoires et d'appareils. Ces dépenses se sont élevées en moyenne à 1 660 $ par ménage propriétaire en 1995, ce qui représente une baisse de 7,7 % par rapport à 1994.

Ces données portent sur l'ensemble des dix provinces et sont présentées selon la province, la taille de la région de résidence, le genre de logement, l'âge du chef de ménage, le revenu du ménage, la période de construction et l'année de l'emménagement.

La publication comprend également certains résultats de *l'Enquête sur l'amélioration éconergétique résidentielle*, qui a été réalisée afin de mesurer les améliorations éconergétiques apportées aux logements.

La publication *Dépenses en réparations et rénovations effectuées par les propriétaires-occupants, 1995* (62-201-XPB, 30 $) est maintenant en vente. Voir *Pour commander les publications*. Les données présentées aux tableaux 1 à 6 de la publication ont été publiées dans *Le Quotidien* du 17 juin 1996.

Pour plus de renseignements, communiquez avec l'Unité de diffusion au (613) 951-4633, Section des enquêtes sur les dépenses des familles, Division des enquêtes-ménages. Télécopieur: (613) 951-3012. Internet: *depenses@statcan.ca*.

- **Balance des paiements internationaux du Canada,** quatrième trimestre de 1996 — 12

  Après avoir enregistré des excédents au cours des deux derniers trimestres, le compte courant du Canada passe à un déficit de 1,7 milliard de dollars au quatrième trimestre de 1996 après correction en fonction des variations saisonnières. En d'autres termes, le Canada a dépensé plus qu'il ne gagne en biens, en services, en revenus de placement et en transferts de l'étranger. Il s'agit du premier bris majeur de la tendance des trois dernières années qui a vu un rétrécissement des soldes du compte courant.

- **Produit intérieur brut réel au coût des facteurs par industrie,** décembre 1996 — 17

  Après s'être accrue régulièrement depuis mars, l'activité économique ralentit en décembre, alors que le Produit intérieur brut au coût des facteurs glisse de 0,2 %.

AUTRES COMMUNIQUÉS

Revenus et dépenses des administrations publiques (sur la base des comptes nationaux), quatrième trimestre de 1996 — 21

Statistiques financières sur l'aviation civile, quatrième trimestre de 1996 — 21

Énergie électrique, 1996 et décembre 1996 — 21

Revue des céréales et des graines oléagineuses, décembre 1996 — 22

Statistiques du téléphone, 1995 — 22

NOUVELLES PARUTIONS — 24

CALENDRIER DES COMMUNIQUÉS: Mars 1997 — 25

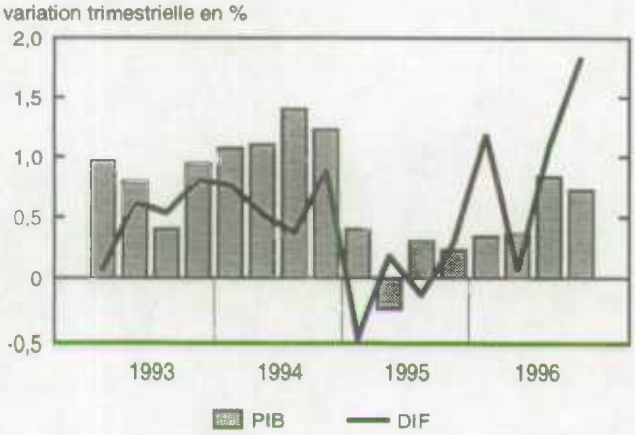
PRINCIPAUX COMMUNIQUÉS

Comptes économiques et financiers nationaux

Quatrième trimestre de 1996

En dépit d'une baisse subite des exportations, le PIB réel aux prix du marché augmente de 0,7 % au quatrième trimestre de 1996 en raison d'une poussée de la demande intérieure. C'est le deuxième trimestre consécutif de croissance relativement forte après six trimestres faibles, laissant le PIB réel 2,3 % au-dessus de son niveau du quatrième trimestre de 1995.

PIB et demande intérieure finale aux prix de 1986



PIB aux prix de 1986[1]

	Variation en %	Variation annualisée en %	Variation d'une année à l'autre en %
Premier trimestre 1996	0,3	1,4	0,6
Deuxième trimestre 1996	0,4	1,4	1,2
Troisième trimestre 1996	0,8	3,3	1,8
Quatrième trimestre 1996	0,7	2,9	2,3
Année 1996	1,5	...	1,5

[1] *La variation est le taux de croissance d'une période à l'autre. La variation annualisée est le taux de croissance trimestriel composé au taux annuel. La variation d'une année à l'autre est le taux de croissance d'un trimestre donné par rapport au même trimestre de l'année précédente.*

... *N'ayant pas lieu de figurer.*

La demande intérieure s'accroît de 1,8 %, le plus fort gain depuis le troisième trimestre de 1987, tandis que les exportations dégringolent. La demande est forte pour les biens et services de consommation, la construction résidentielle, les machines et le matériel et les importations de marchandises. Les dépenses des administrations continuent de se replier.

L'accroissement de la production se traduit également par des mises en stocks. L'accumulation des stocks non agricoles par les entreprises, de 5,4 milliards de dollars, marque un revirement par rapport à la liquidation observée lors des trois premiers trimestres dans leur ensemble.

Les exportations de marchandises chutent de 3,4 % en termes réels. Le solde du commerce de marchandises passe ainsi d'un excédent supérieur à 10 milliards de dollars lors de chacun des cinq derniers trimestres à un déficit de 3,4 milliards de dollars.

Le taux trimestriel d'inflation pour les biens et services produits au Canada, mesuré par l'indice de prix en chaîne, est de 0,3 %. Pour l'ensemble de l'année, le taux s'établit à 1,6 %, contre 2,0 % en 1995.

Le revenu du travail s'accroît de 1,6 %, sa plus forte augmentation depuis le deuxième trimestre de 1989. Les bénéfices des sociétés avant impôts grimpent de 4,5 %, tandis que les revenus de placements demeurent stables et que le revenu agricole baisse fortement. Les gains dans les profits se concentrent dans la branche du pétrole et du gaz et le secteur financier. Les bénéfices diminuent dans les branches suivantes: bois et papier, matériel électronique et services informatiques, biens et services de consommation ainsi que métaux non ferreux et produits en métal de première transformation. Parmi les sociétés financières, les banques enregistrent des profits vigoureux.

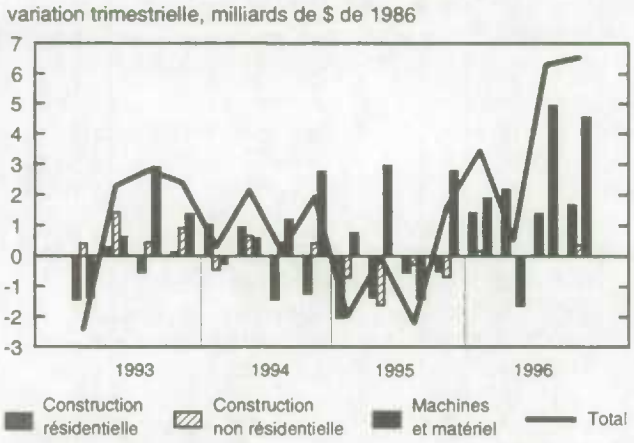
Le raffermissement de la demande intérieure entraîne une hausse de l'activité financière durant le trimestre. Les emprunts sous forme d'hypothèques augmentent, ce qui coïncide avec la vigueur du marché de la revente des maisons et la baisse soutenue des taux hypothécaires. Les emprunts servant à financer les dépenses de consommation sont également en hausse. Encouragées par les prix des actions, les sociétés recourent de plus en plus aux émissions d'actions comme mode de financement.

L'investissement des entreprises en machines et matériel demeure élevé

L'investissement des entreprises en machines et matériel augmentent de 6,9 %, après un bond de 8,1 % au troisième trimestre et dépasse maintenant de 16,1 % son niveau du quatrième trimestre de 1995. La progression est générale, les plus fortes hausses touchant le matériel de transport et les machines de bureau.

L'investissement en construction non résidentielle s'accroît de 1,4 %, mais il s'agit seulement du second trimestre de croissance au cours des deux dernières années. La construction de bâtiments est en baisse, tandis que les travaux de génie sont en hausse.

Investissement des entreprises



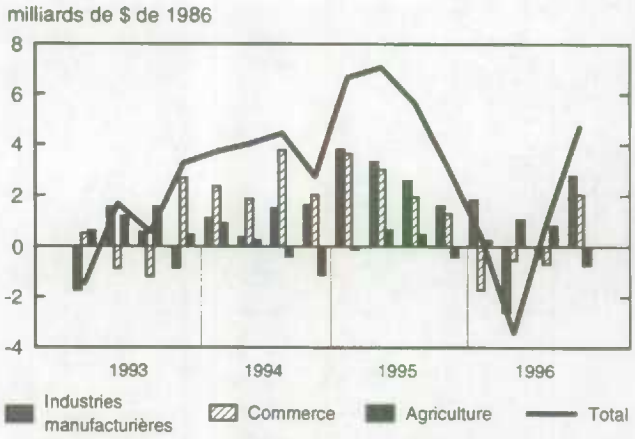
L'activité est encore en hausse dans le marché de l'habitation

Après trois trimestres de forte croissance, l'investissement en construction résidentielle grimpe encore de 5,3 %. À l'encontre des trimestres précédents toutefois, la vigueur observée traduit surtout l'accroissement des commissions immobilières sur les ventes de maisons existantes, en forte hausse dans toutes les provinces. L'investissement au titre des modifications et améliorations ralentit de façon sensible, tandis que la construction résidentielle neuve est stable.

Les entreprises recommencent à accumuler les stocks

Les fabricants, les commerçants en gros et ceux au détail accumulent tous les stocks durant le trimestre. L'accumulation de 2,8 milliards de dollars dans la fabrication, principalement sous forme de produits finis, est concentrée dans les produits électriques et électroniques, le matériel de transport autre que les véhicules, le bois, les pièces de véhicules et la machinerie. Dans le commerce de détail, l'augmentation de 1,1 milliard touche surtout les véhicules automobiles, tandis que dans le commerce de gros, la croissance pour les machines et le matériel est en partie annulée par la réduction pour les biens non durables.

Investissement des entreprises en stocks



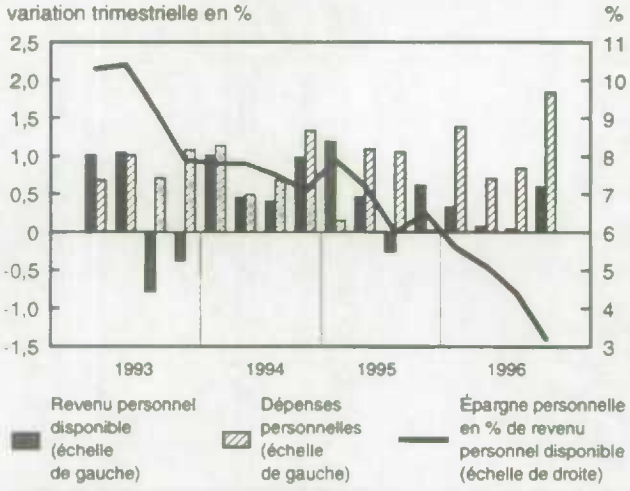
Hausse des dépenses de consommation, baisse du taux d'épargne

Les consommateurs se décident à profiter des taux d'intérêt bas pour acheter véhicules neufs, meubles, appareils ménagers et autres biens durables. Dans l'ensemble, les dépenses en biens durables font un bond de 4,1 % et entraînent une progression de 1,4 % des dépenses de consommation. Les dépenses en véhicules neufs augmentent de 11,4 %, soit la plus forte hausse en plus de cinq ans. Les autres augmentations notables touchent les services financiers, les voyages à l'étranger et le gaz naturel, dans ce dernier cas en raison d'un hiver très froid dans les provinces de l'Ouest.

Comme les dépenses personnelles en prix courants s'accroissent plus rapidement que le revenu

personnel, le taux d'épargne personnelle diminue encore pour atteindre 3,2 %. En dépit de la hausse de 1,6 % du revenu du travail, le revenu personnel disponible ne progresse que de 0,6 %, alors que les autres types de revenu plafonnent et que les impôts sur le revenu demeurent élevés. Le repli continu des taux d'intérêt entraîne une nouvelle diminution des revenus de placements. Le revenu agricole net, de 3,0 milliards de dollars au troisième trimestre, dégringole à 0,8 milliard de dollars, surtout à cause de la forte baisse de plusieurs prix agricoles. Les transferts provenant des administrations diminuent aussi, en raison des modifications législatives apportées à l'assurance-emploi.

Dépenses, revenu disponible et taux d'épargne personnels

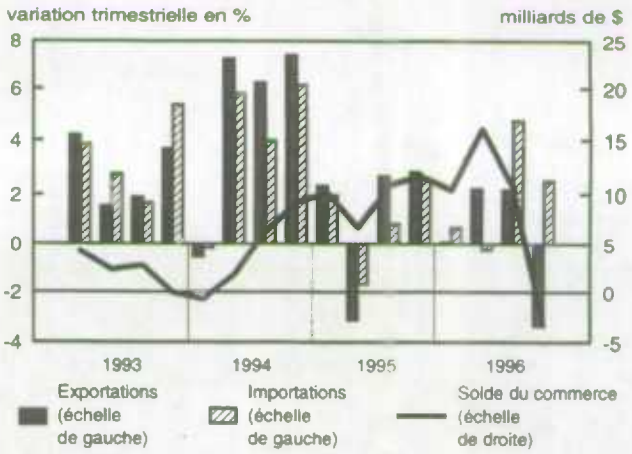


Les exportations de marchandises chutent brusquement

La plus grande partie de la faiblesse des exportations de marchandises peut s'expliquer par une grève dans l'industrie automobile plus tôt au cours du trimestre. Les exportations de véhicules et de pièces diminuent respectivement de 17,2 % et de 9,3 %, ce qui correspond à une baisse des ventes et de la production aux États-Unis. Les exportations de machines et matériel de bureau diminuent elles aussi, poursuivant ainsi la tendance amorcée au début de l'année. Les exportations de services augmentent de 3,8 %.

La hausse de 2,5 % des importations de marchandises provient pour l'essentiel des ordinateurs, des autres machines et matériel ainsi que des avions, pour lesquels on note une hausse phénoménale de 47,6 %. Les importations de services diminuent.

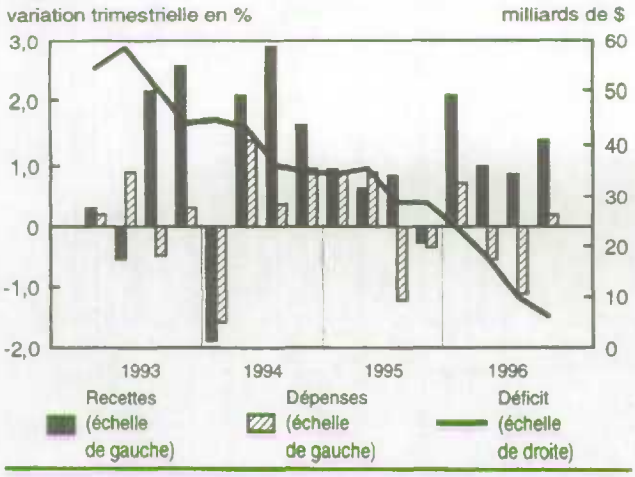
Commerce des marchandises aux prix de 1986



La réduction du déficit des administrations publiques se poursuit

L'augmentation des recettes totales des administrations publiques ayant dépassé de 4 milliards de dollars celle des dépenses totales, le déficit tombe à 6,1 milliards de dollars sur la base des comptes nationaux. Toutefois, avec le transfert de 3,8 milliards de dollars au taux annuel (en réalité 961 millions de dollars) de l'administration fédérale à certaines provinces en vertu de l'accord sur l'harmonisation de la taxe de vente, le déficit fédéral baisse très légèrement alors que les provinces enregistrent un excédent. La moitié de la hausse de 4,8 milliards de dollars dans les recettes provient des impôts directs des sociétés. Les dépenses en biens et services sont stables, alors que les transferts aux particuliers et le service de la dette publique diminuent.

Déficit, recettes et dépenses des administrations publiques



Revue de l'année 1996

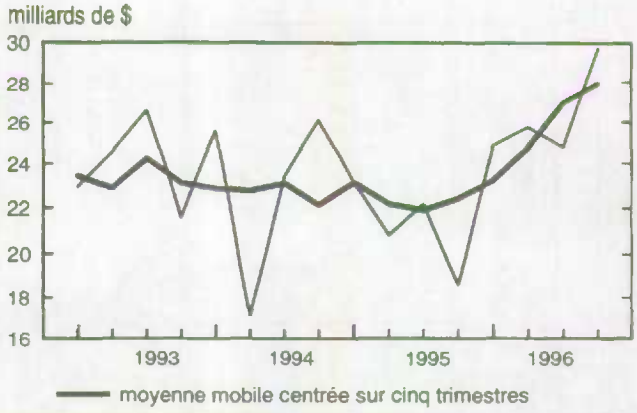
Le PIB réel s'accroît de 1,5 % en 1996, contre 2,3 % en 1995. Toutefois, alors que la croissance a été relativement faible pendant tout 1995 et les deux premiers trimestres de 1996, l'activité économique a repris de façon marquée au deuxième semestre de 1996. La vigueur provient tout autant de la demande intérieure qu'étrangère. On observe des progressions sensibles dans l'investissement en machines et matériel (+11,0 %), la construction résidentielle (+11,5 %) et, dans une moindre mesure, les dépenses personnelles (+2,4 %), tandis que les dépenses des administrations se replient de 1,8 % et la construction non résidentielle, de 3,2 %. La hausse de 4,6 % dans les exportations de marchandises est généralisée; la hausse de 5,5 % des importations de marchandises, en revanche, touche surtout les machines et le matériel de bureau.

En termes de revenus, la rémunération totale versée par les entreprises augmente de façon sensible, de 4,6 %, alors que celle versée par les administrations, y compris la solde militaire, baisse de 2,2 %, traduisant en cela les efforts soutenus des gouvernements pour réduire leur déficit. Cela se traduit dans l'ensemble par une hausse du revenu du travail de 2,8 %. Les bénéfices augmentent pour une cinquième année consécutive, mais la hausse de 0,2 % est très modeste en regard des gains de plus de 10 % enregistrés de 1993 à 1995. Les intérêts et revenus divers de placements diminuent, surtout en raison de la baisse des taux d'intérêt.

Le revenu personnel augmente de 2,0 % et les impôts personnels sur le revenu, de 7,1 %. Par conséquent, le revenu personnel disponible n'augmente que de 1,0 %. Comme les dépenses personnelles grimpent de 3,6 % en prix courants, le taux d'épargne personnelle, de 6,9 % en 1995, tombe à 4,6 %, son plus faible niveau depuis 1961.

La demande globale de financement est plus faible qu'en 1995, surtout en raison de la chute marquée des emprunts des administrations. Avec cette exception, les emprunts et les émissions d'actions traduisent en gros la vigueur de la demande intérieure. Les emprunts hypothécaires sont un peu en hausse par rapport à 1995, alors que les taux hypothécaires continuent de baisser tout au long de l'année. La demande par les investisseurs pousse le prix des actions à la hausse, et le montant émis en nouvelles actions double.

Emprunts des ménages

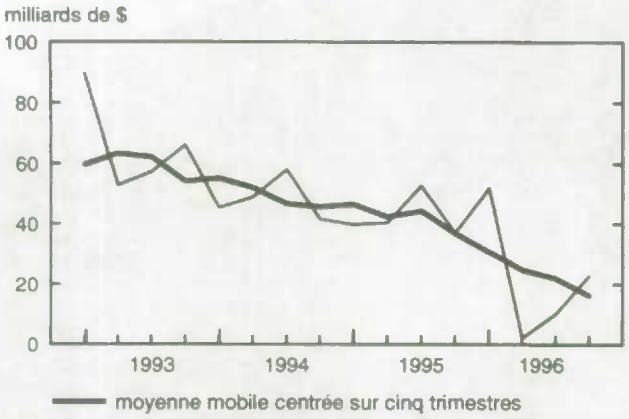


Le secteur des particuliers recourt davantage aux emprunts, surtout sous forme d'hypothèques. La hausse de la dette hypothécaire fait graduellement augmenter le ratio de la dette des ménages au revenu après impôts, qui atteint 96,7 % à la fin de l'année.

L'activité sur les marchés boursiers aide les sociétés à poursuivre la restructuration de leur bilan. Les sociétés vont chercher la majeure partie des fonds pour financer les immobilisations et les autres opérations sous forme d'émissions d'actions et, par conséquent, le ratio de la dette à l'avoir continue de fléchir.

Les administrations réduisent considérablement leurs emprunts, alors qu'elles coupent leur déficit de plus de la moitié entre 1995 et 1996. Les emprunts par l'administration fédérale chutent de 57 %, et ceux par les autres administrations, de 36 %. Les fonds empruntés par l'administration fédérale sont surtout sous forme d'obligations moyen terme.

Emprunts totaux des administrations publiques



Données stockées dans CANSIM: matrices 701 à 726, 728 à 744, 748 à 750, 1791, 1792, 6701, 6702, 6704 à 6707, 6709 à 6716, 6718, 6720 à 6722, 6724 à 6727, 6729 à 6736, 6738, 6740, 6828 à 6839, 7404 à 7408, 7433 et 7434.

Le numéro du quatrième trimestre de 1996 des *Comptes économiques et financiers nationaux: estimations trimestrielles* (13-001-XPB, 35 $ / 140 $) paraîtra bientôt. Voir *Pour commander les publications.*

Des tableaux détaillés de données trimestrielles non désaisonnalisées et désaisonnalisées sur les comptes économiques et financiers nationaux, ainsi que des tableaux analytiques et graphiques supplémentaires sont disponibles dès maintenant. On peut aussi se procurer l'ensemble complet des comptes économiques et financiers nationaux trimestriels sur disquette dès 8 h 30 le jour de la diffusion. Les disquettes sont aussi en vente, à prix réduit, sept jours après la parution officielle. Pour acheter ces produits, communiquez avec l'agent des Services à la clientèle au (613) 951-3640, Division des comptes nationaux et de l'environnement.

Pour plus de renseignements, communiquez avec l'agent d'information au (613) 951-3640, Division des comptes nationaux et de l'environnement. □

Produit intérieur brut en termes de revenus

	1993	1994	1995	1996	Deuxième trimestre 1996	Troisième trimestre 1996	Quatrième trimestre 1996	Troisième trimestre au quatrième trimestre 1996
	données désaisonnalisées au taux annuel							
	millions de $							variation en % au taux trimestriel
Rémunération des salariés[1]	398 163	409 085	422 110	434 019	431 848	434 248	441 228	1,6
Bénéfices des sociétés avant impôts	42 135	56 611	64 015	64 121	60 200	66 688	69 696	4,5
Intérêts et revenus divers de placements	53 530	56 637	57 934	55 769	55 504	56 380	56 432	0,1
Revenu comptable net des exploitants agricoles au titre de la production agricole	2 544	1 642	1 930	2 925	3 840	3 532	1 816	-48,6
Revenu net des entreprises individuelles non agricoles, loyers compris	39 958	40 874	41 529	42 969	42 808	43 164	43 784	1,4
Ajustement de la valeur des stocks[2]	-2 778	-5 316	-3 473	-1 221	-1 572	-2 964	-1 208	1 756
Revenu intérieur net au coût des facteurs	533 552	559 533	584 045	598 582	592 628	601 048	611 748	1,8
Impôts indirects moins subventions	88 731	92 492	95 113	98 386	97 564	98 940	99 232	0,3
Provisions pour consommation de capital	87 904	92 925	96 234	100 726	100 172	101 312	102 524	1,2
Divergence statistique[2]	2 668	2 310	907	95	872	808	-576	-1 384
Produit intérieur brut aux prix du marché	**712 855**	**747 260**	**776 299**	**797 789**	**791 236**	**802 108**	**812 928**	**1,3**

[1] *Y compris solde et indemnités militaires.*
[2] *Pour ces rubriques, la colonne des variations montre le changement en millions de dollars.*

Produit intérieur brut en termes de dépenses

	1993	1994	1995	1996	Deuxième trimestre 1996	Troisième trimestre 1996	Quatrième trimestre 1996	Troisième trimestre au quatrième trimestre 1996
	données désaisonnalisées au taux annuel							
	millions de $ aux prix courants							variation en % au taux trimestriel
Dépenses personnelles en biens et services de consommation	436 542	452 444	465 970	482 951	479 556	483 604	492 444	1,8
Biens durables	56 376	60 577	62 384	64 871	63 644	64 896	67 792	4,5
Biens semi-durables	39 143	41 555	42 489	42 903	42 648	43 036	43 472	1,0
Biens non durables	114 364	115 152	117 458	121 281	121 352	120 800	123 132	1,9
Services	226 659	235 160	243 639	253 896	251 912	254 872	258 048	1,2
Dépenses publiques courantes en biens et services	152 158	150 593	150 834	148 548	149 280	147 900	147 976	0,1
Investissement des administrations publiques en capital fixe	15 816	17 067	17 788	18 781	16 832	16 308	16 288	-0,1
Investissement des administrations publiques en stocks[1]	-4	-1	30	-2	56	-164	144	308
Investissement des entreprises en capital fixe	113 068	121 051	116 553	123 210	119 436	124 708	130 796	4,9
Construction résidentielle	43 081	44 762	37 988	42 693	41 776	43 852	46 456	5,9
Construction non résidentielle	30 162	32 962	32 213	31 635	31 600	31 648	32 040	1,2
Machines et matériel	39 825	43 327	46 352	48 882	46 060	49 208	52 300	6,3
Investissement des entreprises en stocks[1]	1 107	3 994	6 996	1 237	-3 552	1 616	5 700	3 884
Non agricoles[1]	-146	4 144	6 720	776	-4 696	476	6 692	8 216
Agricoles et céréales en circuit commercial[1]	1 253	-150	276	461	1 144	1 340	-992	-2 332
Exportations de biens et services	209 370	250 877	290 325	306 534	304 208	315 156	307 688	-2,4
Marchandises	181 251	217 936	253 821	267 551	265 868	275 988	267 160	-3,2
Invisibles	28 119	32 941	36 504	38 983	38 340	39 168	40 508	3,4
Moins: Importations de biens et services	212 534	246 455	271 291	281 356	273 708	286 412	268 688	0,8
Marchandises	171 929	203 001	225 431	233 025	226 236	237 148	240 424	1,4
Invisibles	40 605	43 454	45 860	48 331	47 472	49 264	48 264	-2,0
Divergence statistique[1]	-2 668	-2 310	-906	-94	-872	-808	580	1 388
Produit intérieur brut aux prix du marché	**712 855**	**747 260**	**776 299**	**797 789**	**791 236**	**802 108**	**812 928**	**1,3**
Demande intérieure finale	717 584	741 155	751 145	771 470	765 104	772 520	787 504	1,9
	millions de $ aux prix de 1996							
Dépenses personnelles en biens et services de consommation	342 858	352 913	357 827	366 446	364 428	366 224	371 236	1,4
Biens durables	49 465	51 883	52 520	54 063	53 132	53 956	56 148	4,1
Biens semi-durables	30 419	32 153	32 768	32 977	32 920	32 956	33 196	0,7
Biens non durables	88 898	91 441	92 154	93 646	93 536	93 384	93 980	0,6
Services	174 076	177 436	180 385	185 760	184 840	185 928	187 912	1,1
Dépenses publiques courantes en biens et services	118 660	116 592	115 732	113 699	114 408	113 288	112 872	-0,4
Investissement des administrations publiques en capital fixe	16 334	17 376	17 852	17 357	17 256	16 972	17 156	1,1
Investissement des administrations publiques en stocks[1]	-3	-	26	-2	48	-140	120	260
Investissement des entreprises en capital fixe	105 761	111 989	111 305	120 008	115 360	121 652	128 188	5,4
Construction résidentielle	31 517	32 089	27 240	30 381	29 828	31 192	32 840	5,3
Construction non résidentielle	25 861	27 443	25 895	25 077	24 988	24 988	25 340	1,4
Machines et matériel	48 383	52 437	58 170	64 550	60 544	65 472	70 008	6,9
Investissement des entreprises en stocks[1]	1 009	3 729	5 609	664	-3 420	948	4 712	3 764
Non agricoles[1]	58	3 822	5 449	317	-4 484	128	5 444	5 318
Agricoles et céréales en circuit commercial[1]	951	-93	160	347	1 064	820	-732	-1 552
Exportations de biens et services	193 093	227 120	254 269	265 726	266 044	271 608	264 492	-2,6
Marchandises	176 016	201 959	227 129	237 565	238 332	243 432	235 252	-3,4
Invisibles	22 077	25 161	27 140	28 161	27 712	28 176	29 240	3,8
Moins: Importations de biens et services	208 856	232 871	253 082	266 043	258 768	270 172	275 024	1,8
Marchandises	173 703	197 804	217 275	229 167	222 344	232 824	238 620	2,5
Invisibles	35 153	35 067	35 807	36 876	36 424	37 348	36 404	-2,5
Divergence statistique[1]	-2 134	-1 838	-703	-60	-664	-612	456	1 068
Produit intérieur brut aux prix du marché	**571 722**	**594 990**	**608 835**	**617 795**	**614 692**	**619 768**	**624 208**	**0,7**
Demande intérieure finale	583 613	598 850	602 716	617 510	611 452	618 136	629 452	1,8

[1] *Pour ces rubriques, la colonne des variations montre le changement en millions de dollars.*

\- *Néant ou zéro.*

Indices de prix et de volume des comptes nationaux

	1993	1994	1995	1996	Deuxième trimestre 1996	Troisième trimestre 1996	Quatrième trimestre 1996	Troisième trimestre au quatrième trimestre 1996
	données désaisonnalisées							
	indices implicites de prix (1986=100)							variation en % au taux trimestriel
Dépenses personnelles en biens et services de consommation	127,3	128,2	130,2	131,8	131,6	132,1	132,6	0,4
Dépenses publiques courantes en biens et services	128,2	129,2	130,3	130,7	130,5	130,6	131,1	0,4
Investissement des administrations publiques en capital fixe	96,8	98,2	99,6	96,6	97,5	96,1	94,9	-1,2
Investissement des entreprises en capital fixe	106,9	108,1	104,7	102,7	103,5	102,5	102,0	-0,5
Exportations de biens et services	105,7	110,5	114,2	115,4	114,3	116,0	116,3	0,3
Importations de biens et services	101,8	105,8	107,2	105,8	105,8	106,0	105,0	-0,9
Produit intérieur brut	**124,7**	**125,6**	**127,5**	**129,1**	**128,7**	**129,4**	**130,2**	**0,6**
Demande intérieure finale	123,0	123,8	124,6	124,9	125,1	125,0	125,1	0,1
	indices de prix en chaîne (1986=100)							
Dépenses personnelles en biens et services de consommation	128,5	129,5	131,6	133,4	133,1	133,6	134,3	0,5
Dépenses publiques courantes en biens et services	128,7	129,5	130,8	131,3	131,1	131,2	131,7	0,4
Investissement des administrations publiques en capital fixe	106,9	108,7	111,8	113,4	112,3	113,6	113,1	-0,4
Investissement des entreprises en capital fixe	115,2	118,4	120,4	121,3	121,2	121,5	121,2	-0,2
Exportations de biens et services	112,0	117,6	123,7	126,0	124,6	125,3	124,8	-0,4
Importations de biens et services	108,4	115,2	119,4	119,9	119,0	119,7	119,1	-0,5
Produit intérieur brut (stocks non compris)	**126,1**	**127,1**	**129,6**	**131,7**	**131,9**	**132,4**	**132,8**	**0,3**
Demande intérieure finale	125,2	126,6	128,5	129,9	130,0	130,4	130,8	0,3
	indices de volume en chaîne (1986=100)							
Dépenses personnelles en biens et services de consommation	114,8	118,1	119,7	122,5	121,6	122,2	123,8	1,3
Dépenses publiques courantes en biens et services	117,9	115,9	114,9	112,6	113,3	112,3	111,9	-0,4
Investissement des administrations publiques en capital fixe	120,1	127,2	128,9	120,8	120,3	115,9	115,6	-0,3
Investissement des entreprises en capital fixe	110,4	115,0	109,4	114,8	110,1	114,7	120,5	5,1
Exportations de biens et services	141,3	160,3	177,0	184,6	184,7	190,7	186,9	-2,0
Importations de biens et services	150,6	165,1	176,8	182,5	178,5	186,0	188,3	1,2
Produit intérieur brut aux prix du marché	**112,3**	**116,7**	**118,6**	**120,2**	**120,7**	**122,0**	**123,3**	**1,1**
Demande intérieure finale	114,8	117,3	117,1	119,0	118,1	118,9	120,8	1,6

Tableau sommaire du marché financier

	1993	1994	1995	1996	Deuxième trimestre 1996	Troisième trimestre 1996	Quatrième trimestre 1996	Troisième trimestre au quatrième trimestre 1996
	données désaisonnalisées au taux annuel							
	millions de $							variation
Particuliers et entreprises individuelles	**23 910**	**23 064**	**21 191**	**26 273**	**25 748**	**24 756**	**29 748**	**4 992**
Financement								
Crédit à la consommation	5 147	7 683	8 299	8 875	8 116	6 392	7 224	832
Emprunts bancaires	1 218	232	943	330	692	508	-1 760	-2 268
Autres emprunts	611	-471	877	2 360	2 736	1 778	3 636	1 860
Hypothèques	16 837	15 540	13 157	17 017	16 344	16 128	20 640	4 512
Obligations	97	80	-85	-109	-140	-48	8	56
Sociétés privées non financières	**28 269**	**34 617**	**26 572**	**32 220**	**21 376**	**31 860**	**36 108**	**4 248**
Financement								
Emprunts bancaires	-999	5 957	1 980	-839	-10 304	8 972	-6 596	-15 568
Autres emprunts	-157	4 466	2 072	2 128	4 888	6 756	-3 576	-10 332
Autres effets à court terme	4 365	1 015	2 041	2 789	-1 348	-3 100	10 840	13 940
Hypothèques	3 676	-443	-1 707	376	2 304	-2 600	3 508	6 108
Obligations	6 398	6 658	11 727	6 642	3 512	2 544	7 840	5 296
Actions	14 986	16 964	10 459	21 144	22 324	19 288	24 092	4 804
Entreprises publiques non financières	**-476**	**1 943**	**-942**	**-2 115**	**556**	**-1 308**	**-4 436**	**-3 128**
Financement								
Emprunts bancaires	-881	830	-771	-911	-20	280	-156	-436
Autres emprunts	-556	423	-249	47	-1 584	1 160	-572	-1 732
Autres effets à court terme	956	-1 326	-63	944	2 700	728	-3 720	-4 448
Hypothèques	-2	-34	-22	-18	-20	-16	-20	-4
Obligations	8	2 186	-866	-2 177	-1 248	-3 244	732	3 976
Actions	-1	-136	1 029	-	728	-216	-700	-484
Administration fédérale	**34 837**	**26 206**	**24 827**	**10 570**	**-2 204**	**1 256**	**9 984**	**8 728**
Financement								
Autres emprunts	-4	-2	-1	-	-	-	-	-
Effets à court terme - Canada	12 864	-8 017	-892	-20 777	-36 140	-17 832	-45 872	-28 040
Obligations d'épargne du Canada	-3 260	889	-1 152	2 031	1 920	1 428	2 880	1 452
Obligations négociables	25 237	33 336	26 872	29 316	32 016	17 660	52 976	35 316
Autres paliers d'administration publique	**31 592**	**22 236**	**17 606**	**11 264**	**4 600**	**8 852**	**12 900**	**4 048**
Financement								
Emprunts bancaires	-130	381	41	-99	100	-204	-96	108
Autres emprunts	895	819	1 006	753	576	784	952	168
Autres effets à court terme	799	-1 318	-2 127	-1 283	-80	1 836	-6 320	-8 156
Hypothèques	-	-	-	-	-	-	-	-
Obligations provinciales	28 162	21 317	18 174	11 478	3 772	5 444	18 264	12 820
Obligations municipales	1 864	1 060	518	420	240	988	100	-888
Autres obligations	2	-23	-6	-5	-8	4	-	-4
Financement total des secteurs non financiers intérieurs	**118 132**	**108 066**	**89 254**	**78 212**	**50 076**	**65 416**	**84 304**	**18 888**
Credit à la consommation	5 147	7 683	6 299	6 675	6 116	8 392	7 224	832
Emprunts bancaires	-792	7 400	2 193	-1 519	-9 532	9 556	-8 608	-18 164
Autres emprunts	789	5 235	3 705	5 288	6 616	10 476	440	-10 036
Effets à court terme - Canada	12 864	-8 017	-892	-20 777	-36 140	-17 832	-45 872	-28 040
Autres effets à court terme	6 120	-1 629	-149	2 430	1 272	-536	800	1 336
Hypothèques	20 511	15 063	11 428	17 375	18 628	13 512	24 128	10 618
Obligations	58 508	65 503	55 182	47 596	40 064	24 776	82 800	58 024
Actions	14 985	16 828	11 488	21 144	23 052	19 072	23 392	4 320

\- *Neant ou zéro.*

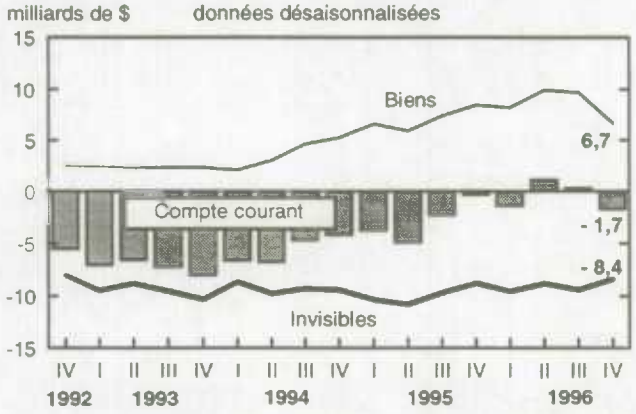
■

Balance des paiements internationaux du Canada

Quatrième trimestre de 1996

Après avoir enregistré des excédents au cours des deux derniers trimestres, le compte courant du Canada passe à un déficit de 1,7 milliard de dollars au quatrième trimestre de 1996 après correction en fonction des variations saisonnières. En d'autres termes, le Canada a dépensé plus qu'il ne gagne en biens, en services, en revenus de placement et en transferts de l'étranger. Il s'agit du premier bris majeur de la tendance des trois dernières années qui a vu un rétrécissement des soldes du compte courant. La baisse des exportations et la hausse des importations au quatrième trimestre ramènent l'excédent canadien du commerce des marchandises au niveau le plus faible enregistré au cours des 18 derniers mois. Pour sa part, le déficit des invisibles se replie quelque peu.

Compte courant et soldes trimestriels



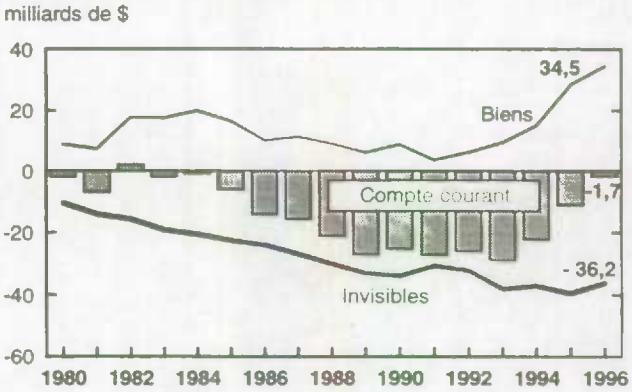
Exportateur net de capitaux au cours des deux trimestres précédents, le Canada est redevenu un importateur net au quatrième trimestre. Les non-résidents ont fortement accru leurs placements en obligations canadiennes, de même que leurs dépôts dans les banques canadiennes. Parallèlement, les investisseurs canadiens ont consacré une somme record à l'acquisition d'actions étrangères, surtout américaines.

Note aux lecteurs

Les exportations de marchandises diffèrent de celles publiées dans Le Quotidien *du 19 février 1997, après une révision à la hausse de 0,4 milliard de dollars au quatrième trimestre de 1996.*

À partir du premier trimestre de 1997, les données de la balance des paiements feront l'objet d'une révision historique et d'un remaniement selon les nouvelles normes du Fonds monétaire international. Les changements correspondants seront apportés à d'autres statistiques du Système de comptabilité nationale à partir du troisième trimestre de 1997.

Compte courant et soldes annuels



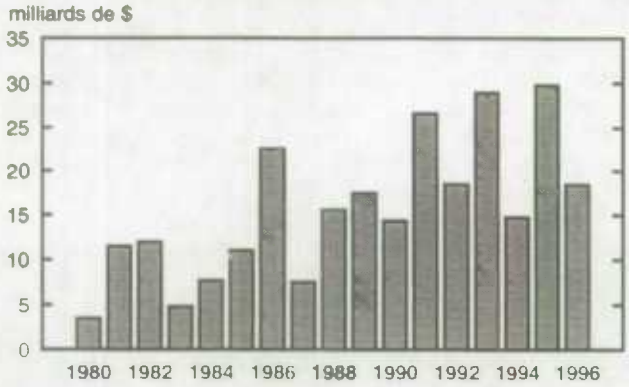
Baisse de l'excédent du commerce des biens en dessous des niveaux records

Les entreprises canadiennes ont vu leur excédent au titre du commerce des biens reculer au-dessous des records atteints au cours des deux trimestres précédents, pour s'établir à 6,7 milliards de dollars au quatrième trimestre. Ce recul reflète une forte chute des exportations alors que les importations ont continué de progresser, mais à une allure modérée. Si le repli des exportations est surtout attribuable aux produits de l'automobile (en raison d'une grève qui a sévi dans ce secteur au Canada), il a également touché la plupart des équipements industriels et produits forestiers. Par ailleurs, les importations de machines et de matériel, d'équipement industriel et de produits énergétiques ont augmenté.

Hausse marquée des placements étrangers en obligations canadiennes

Les non-résidents ont consacré 10,7 milliards de dollars à l'achat d'obligations canadiennes. Il s'agit de leur troisième plus important placement trimestriel jamais enregistré dans ce marché. Ils ont acquis des émissions existantes d'obligations fédérales libellées en dollars canadiens et de nouvelles émissions obligataires des provinces et des sociétés libellées en devises étrangères.

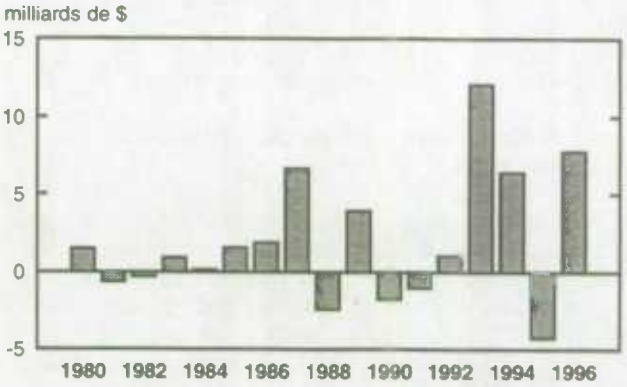
Investissements étrangers en obligations canadiennes



Niveau record des placements canadiens en actions étrangères

Les résidents canadiens ont acheté des actions étrangères pour une somme record de 5,7 milliards de dollars, dont 3,7 milliards de dollars en actions américaines. Ces achats reprennent la tendance aux importants placements nets en actions étrangères observée depuis 1991.

Investissements étrangers en actions canadiennes



Revue de l'année 1996

À la faveur d'un excédent record du commerce des marchandises, le déficit du compte courant du Canada a diminué pour une troisième année consécutive. Il s'est dégagé à 1,7 milliard de dollars en 1996, de loin son niveau le plus faible depuis 1984. Par ailleurs, le déficit des invisibles a fortement chuté par rapport à son niveau record de 1995.

L'évolution du compte de capital montre que les étrangers ont continué d'acquérir des obligations canadiennes de portefeuille et d'effectuer des investissements directs. Toutefois, ils l'ont fait à des niveaux inférieurs aux niveaux records observés en 1995. De plus, après s'être retirés du marché des actions canadiennes en 1995, les étrangers y ont consacré le deuxième investissement le plus important de tous les temps. Ces entrées de capitaux ont été largement neutralisées par un placement record des Canadiens en actions étrangères et par la deuxième plus importante augmentation jamais observée dans les réserves officielles du pays, qui ont atteint un sommet sans précédent.

Niveau record de l'excédent du commerce des marchandises

L'excédent du commerce des marchandises s'est établi à 34,5 milliards de dollars. Il s'agit d'une forte hausse de 6,1 milliards de dollars par rapport à l'excédent record de 1995. Tant les exportations que les importations ont progressé en 1996. L'accroissement des exportations a été généralisé. Il a porté entre autres sur les machines et le matériel ainsi que sur les produits énergétiques et agricoles. La diminution

la plus importante a été enregistrée par la pâte de bois et produits connexes. Les achats de produits énergétiques et de produits de l'automobile menaient l'augmentation des importations. Les importations de machines diverses et de matériel ainsi que d'équipement industriel ont aussi progressé.

Le déficit des revenus de placement diminue de son niveau record de 1995

Après avoir grimpé systématiquement à partir de 1991 et atteint le chiffre record de 30,6 milliards de dollars en 1995, le déficit des revenus de placement est passé à 28,0 milliards de dollars en 1996. Cette diminution témoigne surtout de la baisse des versements d'intérêts par les divers paliers des administrations publiques sur leur dette étrangère.

Le déficit des services demeure modéré

Le déficit des services est demeuré à 9,4 milliards de dollars, soit à un niveau bien inférieur aux niveaux observés au début des années 1990, lorsqu'il dépassait régulièrement le cap des 10 milliards de dollars. Le déficit au titre des services commerciaux augmente légèrement, tandis que le déficit au titre des voyages augmente quelque peu à la suite d'un rétrécissement soutenu depuis 1992. Le Canada continue d'avoir un déficit au titre des voyages avec les États-Unis. Il augmente toutefois légèrement son excédent avec les autres pays.

Importants placements étrangers en obligations canadiennes

Les investisseurs étrangers ont acquis pour 18,4 milliards de dollars d'obligations canadiennes. Ce chiffre, même s'il est appréciable, est de loin inférieur au sommet de 29,8 milliards de dollars enregistré en 1995. Près de la moitié des placements étrangers ont été consacrés aux obligations émises par les entreprises canadiennes en 1996, alors que dans le passé ils étaient surtout investis dans des obligations gouvernementales. Ces mouvements ont eu lieu durant une période où les taux d'intérêt canadiens continuaient de baisser, si bien que, à la fin de 1996, les taux à long terme correspondaient aux taux pratiqués aux États-Unis, tandis que les taux à court terme étaient inférieurs aux taux américains. Il s'agit d'un revirement majeur par rapport à la tendance historique selon laquelle les taux pratiqués au Canada sont supérieurs aux taux américains correspondants.

Les investisseurs étrangers se remettent à acheter des actions canadiennes

Les investisseurs étrangers ont acquis pour 7,8 milliards de dollars d'actions canadiennes, après le désinvestissement de 4,2 milliards de dollars enregistré en 1995. Ce deuxième plus grand placement de tous les temps est surtout attribuable aux investisseurs américains. Contrairement aux années précédentes, lorsque les investisseurs étrangers achetaient surtout des titres déjà en circulation, les placements nets étrangers en 1996 sont surtout allés vers les nouvelles émissions. Les cours boursiers canadiens ont bondi de 26 % et ont atteint un niveau record, comme en témoigne l'indice TSE 300, qui a franchi pour la première fois le seuil des 6 000 points.

Les investissements directs réalisés par les étrangers au Canada restent vigoureux

Les multinationales étrangères ont effectué des investissements directs de 9,1 milliards de dollars au Canada, niveau qu'elles ont excédé seulement deux fois dans le passé. Les investissements directs continuent de provenir de divers pays, mais les États-Unis restent les meneurs. Les investissements directs réalisés par les étrangers continuent aussi d'être répartis à travers tous les secteurs d'activité. Comme en 1995, les multinationales étrangères ont financé une partie significative de leurs investissements par le biais des bénéfices réalisés au Canada et réinvestis dans leurs établissements au pays.

Données stockées dans CANSIM: matrices 1364, 1370, 2325 à 2329, 2331 à 2339, 2343 à 2349, 2353 à 2355 et 2357.

Pour plus de renseignements, communiquez avec Lucie Laliberté au (613) 951-9055, Division de la balance des paiements. □

Balance des paiements internationaux

	Quatrième trimestre 1995	Premier trimestre 1996	Deuxième trimestre 1996	Troisième trimestre 1996	Quatrième trimestre 1996	1995	1996
	données non désaisonnalisées						
	millions de $						
Compte courant							
Recettes							
Exportations de marchandises	65 517	64 677	89 011	66 099	67 764	253 821	267 551
Invisibles							
Services	8 351	7 954	9 879	12 226	8 923	36 504	38 982
Revenus de placements[1]	4 914	4 244	4 580	4 432	4 510	17 147	17 766
dont: bénéfices réinvestis	998	652	848	894	970	2 536	3 363
Transferts	1 039	1 385	1 365	1 323	1 188	4 462	5 260
Total des recettes au titre des invisibles	14 304	13 583	15 824	17 981	14 621	58 113	62 009
Total des recettes	79 821	78 260	84 834	84 080	82 385	311 934	329 559
Paiements							
Importations de marchandises	55 259	57 742	58 608	56 800	59 875	225 431	233 025
Invisibles							
Services	11 162	12 577	12 027	12 329	11 400	45 860	48 332
Revenus de placements[1]	11 134	11 461	11 910	11 586	10 825	47 762	45 782
dont: bénéfices réinvestis	940	1 033	1 837	1 914	628	6 693	5 412
Transferts	998	1 167	944	1 008	986	4 082	4 105
Total des paiements au titre des invisibles	23 294	25 205	24 880	24 923	23 211	97 705	98 219
Total des paiements	78 553	82 947	83 488	81 722	83 086	323 136	331 245
Soldes							
Marchandises	+10 257	+6 934	+10 403	+9 299	+7 889	+28 390	+34 525
Invisibles	-8 990	-11 622	-9 057	-6 941	-8 591	-39 591	-36 211
Total du compte courant	+1 268	-4 688	+1 346	+2 358	-702	-11 202	-1 685
Compte de capital[2]							
Créances canadiennes envers les non-résidents, flux nets							
Investissements directs à l'étranger[1]	-4 692	-2 125	-1 415	-3 671	-3 072	-7 874	-10 283
dont: bénéfices réinvestis	-998	-652	-848	-894	-970	-2 536	-3 363
Valeurs de portefeuille							
Obligations étrangères	+123	+418	+1 217	-2 148	-1 368	-917	-1 878
Actions étrangères	-2 138	-4 335	-2 936	-3 532	-5 710	-4 509	-16 513
Actif du gouvernement du Canada							
Réserves officielles de change	+1 340	-2 439	-2 369	-1 032	-1 480	-3 529	-7 320
Prêts et souscriptions	-98	-103	-336	-47	-241	-661	-728
Dépôts non bancaires à l'étranger	-443	+2 000	-4 835	-1 225	-2 978	-5 108	-7 038
Autres créances	+844	+2 231	-1 890	+2 938	+4 683	+3 961	+7 961
Total des créances canadiennes, flux net	-5 063	-4 353	-12 564	-8 715	-10 167	-18 637	-35 799
Engagements canadiens envers les non-résidents, flux nets							
Investissements directs au Canada[1]	+6 774	+2 622	+2 947	+1 341	+2 196	+14 713	+9 107
dont: bénéfices réinvestis	+940	+1 033	+1 837	+1 914	+628	+6 693	+5 412
Valeur de portefeuille							
Obligations canadiennes	+4 017	+336	+5 884	+1 565	+10 654	+29 801	+18 439
Actions canadiennes	-320	+1 678	+4 457	+71	+1 585	-4 242	+7 791
Transactions en devises étrangères des banques canadiennes avec les non-résidents[3]	+3 667	-3 758	-3 204	+46	+8 835	-17 024	+1 918
Effets du marché monétaire							
Effets du gouvernement du Canada	-3 718	+3 576	-6 347	-646	-4 275	-2 865	-7 691
Autres effets	-183	+2 751	-1 059	+91	-1 412	-544	+371
Allocation de droits de tirage spéciaux	-	-	-	-	-	-	-
Autres engagements	+1 035	+1 348	+2 098	+1 781	-5 113	+5 453	+114
Total des engagements canadiens, flux net	+11 271	+8 553	+4 777	+4 249	+12 469	+25 292	+30 048
Total du compte capital, flux net	+6 207	+4 201	-7 787	-4 467	+2 303	+6 854	-5 751
Divergence statistique	-7 475	+487	+6 442	+2 109	-1 601	+4 547	+7 436

[1] *À partir de 1983, comprennent les bénéfices réinvestis dus aux investisseurs directs.*

[2] *Un signe (-) moins indique une sortie de capital, résultant d'un accroissement des créances envers les non-résidents ou d'une diminution des engagements envers les non-résidents.*

[3] *Les données sont classifiées au compte des créances canadiennes envers les non-résidents lorsque la position nette (comptabilisée au Canada) en devises étrangères des banques en est une d'actif net.*

\- *Néant ou zéro.*

Compte courant

	Quatrième trimestre 1995	Premier trimestre 1996	Deuxième trimestre 1996	Troisième trimestre 1996	Quatrième trimestre 1996	1995	1996
	données désaisonnalisées						
	millions de $						
Recettes							
Exportations de marchandises	64 620	65 292	66 467	68 997	66 795	253 821	267 551
Invisibles							
Services	9 489	9 478	9 585	9 793	10 127	36 504	38 982
Voyages	2 896	2 950	3 022	2 959	3 087	10 997	12 017
Transports	3 030	2 959	2 993	3 044	3 056	11 785	12 052
Services commerciaux	3 361	3 374	3 370	3 589	3 781	12 902	14 114
Services gouvernementaux	202	195	200	200	203	820	799
Revenus de placements[1]	5 019	4 298	4 622	4 294	4 552	17 147	17 766
Intérêts	2 014	1 824	1 809	1 523	1 815	7 370	6 971
Dividendes	2 008	1 823	1 966	1 877	1 767	7 241	7 432
Bénéfices réinvestis	998	652	848	894	970	2 536	3 363
Transferts	1 082	1 464	1 285	1 249	1 262	4 462	5 260
Successions et capitaux des immigrants	311	392	412	339	405	1 279	1 548
Versements à des particuliers et institutions	349	404	380	407	378	1 488	1 569
Retenues fiscales canadiennes	421	668	493	503	478	1 695	2 143
Total des recettes au titre des invisibles	15 590	15 241	15 492	15 336	15 940	58 113	62 009
Total des recettes	80 209	80 532	81 959	84 333	82 735	311 934	329 559
Paiements							
Importations de marchandises	56 160	57 073	56 559	59 287	60 106	225 431	233 025
Invisibles							
Services	11 753	12 081	11 867	12 317	12 066	45 860	48 332
Voyages	3 597	3 912	3 663	3 841	3 815	14 028	15 231
Transports	3 232	3 196	3 104	3 154	3 097	12 724	12 551
Services commerciaux	4 649	4 665	4 814	5 020	4 852	18 009	19 352
Services gouvernementaux	275	308	287	301	302	1 100	1 198
Revenus de placements[1]	11 607	11 645	11 443	11 427	11 267	47 762	45 782
Intérêts	8 664	8 676	8 496	8 407	8 283	35 646	33 861
Dividendes	1 183	1 729	1 599	1 557	1 623	5 423	6 508
Bénéfices réinvestis	1 760	1 240	1 348	1 463	1 360	6 693	5 412
Transferts	1 014	1 089	1 004	1 013	999	4 082	4 105
Successions et capitaux des émigrants	98	99	101	102	101	386	402
Versements à des particuliers et institutions	363	373	372	373	375	1 439	1 493
Contributions officielles	460	539	446	455	439	1 919	1 879
Retenues fiscales étrangères	93	79	85	83	84	339	331
Total des paiements au titre des invisibles	24 375	24 816	24 314	24 757	24 332	97 705	98 219
Total des paiements	80 535	81 889	80 873	84 045	84 438	323 136	331 245
Soldes							
Marchandises	+8 460	+8 219	+9 909	+9 709	+6 689	+28 390	+34 525
Invisibles							
Services	-2 264	-2 603	-2 282	-2 525	-1 940	-9 356	-9 350
Revenus de placements[1]	-6 588	-7 347	-6 821	-7 133	-6 715	-30 615	-28 018
Transferts	+67	+374	+281	+236	+263	+380	+1 155
Total au titre des invisibles	-8 785	-9 575	-8 822	-9 421	-8 392	-39 591	-36 211
Total du compte courant	-325	-1 357	+1 086	+288	-1 703	-11 202	-1 685

[1] *À partir de 1983, comprennent les bénéfices réinvestis dus aux investisseurs directs.*
Note: *Les chiffres ayant été arrondis, leur somme peut ne pas correspondre au total.*

Produit intérieur brut réel au coût des facteurs par industrie

Décembre 1996

Après s'être accrue régulièrement depuis mars, l'activité économique ralentit en décembre, alors que le Produit intérieur brut au coût des facteurs glisse de 0,2 %. Malgré le recul, l'économie croît en moyenne de 0,2 % par mois au cours du quatrième trimestre, ce qui est à peu près le rythme moyen depuis mars. Des baisses dans la production manufacturière et dans les services publics sont surtout la cause du recul de décembre. Le commerce de détail et les services de transport et d'entreposage diminuent aussi.

L'économie glisse en décembre

Des gains dans les services financiers et connexes ainsi que dans les services socioculturels, commerciaux et personnels et le commerce de gros modèrent le plus la baisse. L'activité dans la construction s'accentue et les services de communications progressent à nouveau.

Des réductions dans la fabrication

La production manufacturière diminue de 0,8 % en décembre alors que l'activité recule dans 12 des 21 groupes majeurs d'industries. Certains fabricants ralentissent leur production en décembre alors que la demande de biens manufacturés sur les marchés à l'exportation demeure stagnante. Des compressions dans la fabrication de papier et produits connexes et dans le matériel de transport contribuent le plus à la baisse. Les fabricants de métaux primaires ainsi que de produits en métal et du bois diminuent aussi leur production. La fabrication de matériel électrique et électronique, de produits minéraux non métalliques ainsi que d'aliments et de machinerie industrielle se sont toutes raffermies.

Note aux lecteurs

Le PIB d'une industrie est la valeur ajoutée par la main-d'oeuvre et le capital dans la transformation d'intrants achetés d'autres industries en biens et services.

Le PIB mensuel par industrie est évalué aux prix de 1986. Les estimations présentées sont désaisonnalisées au taux annuel.

La production manufacturière diminue

La fabrication de papier et produit connexes fléchit de 4,7 % en décembre, ce qui reflète une baisse substantielle dans la production de papier journal. Au cours de l'automne plusieurs compagnies ont annoncé des fermetures prolongées pour la période des Fêtes en raison du niveau élevé des stocks. En décembre, les livraisons de papier journal à l'étranger diminuent toutefois, laissant les stocks élevés, et les prix à l'exportation continuent de faiblir. En décembre, quelques compagnies annoncent des hausses de prix pour le début de février, mais celles-ci sont reportées d'un mois au début de février. Les fabricants de pâtes réduisent aussi leurs opérations mais dans une moindre mesure. Les exportations de pâtes sont fortes en décembre, ce qui aide les fabricants à réduire leurs stocks.

La fabrication de matériel de transport diminue de 2,4 % en décembre alors que les fabricants de véhicules et de pièces automobiles coupent tous les deux leur production. Après la grève chez GM en octobre, la production de véhicules automobiles

a rebondi en novembre, mais chute de 5,0 % en décembre. Les exportations de véhicules automobiles, qui en novembre sont demeurées inférieures au niveau avant la grève, reculent aussi en décembre. Les ventes de véhicules automobiles aux États-Unis sont restées faibles au cours de l'automne, mais une amélioration des ventes en décembre et en janvier suggère que la production au Canada va reprendre bientôt. Ajoutée à cela, la production accrue de véhicules automobiles aux États-Unis en janvier devrait aider les fabricants de pièces automobiles à hausser leur production, qui chute de 3,2 % en décembre.

La fabrication des produits du bois fléchit pour un troisième mois consécutif alors que les scieries réduisent leur production de 2,9 % en décembre. Plusieurs producteurs avaient annoncé en novembre des fermetures prolongées pour la période des Fêtes en raison des restrictions quant à la quantité de bois d'oeuvre pouvant être exportée hors-tarif aux États-Unis. Depuis l'attribution des quotas le 1er novembre dernier, les exportations sont demeurées bien inférieures à leur niveau avant novembre malgré le prix élevé du bois d'oeuvre.

La production de matériel électrique et électronique progresse de 1,6 % après un gain de 2,9 % en novembre. Les fabricants de machines de bureau (surtout d'ordinateurs) haussent fortement leur production pour un deuxième mois consécutif bien qu'une partie de la production soit accumulée dans les stocks. Les exportations de machines et matériel de bureau ont fortement reculé en 1996, mais se sont stabilisées durant les trois derniers mois de l'année. Sur les marchés intérieurs, l'investissement en machines et matériel de bureau continue de croître à un bon rythme au quatrième trimestre. Les fabricants de matériel électronique réduisent leur production de 2,3 % en décembre et certains réduisent leurs stocks pour répondre à la demande. La production augmente toutefois de 4,2 % dans l'ensemble du quatrième trimestre, aidée par des marchés à l'exportation favorables.

Les fabricants de machinerie industrielle haussent leur production de 1,7 %, un sixième gain lors des sept derniers mois. L'investissement accru en machinerie industrielle et les exportations fermes aident ce groupe d'industries au quatrième trimestre.

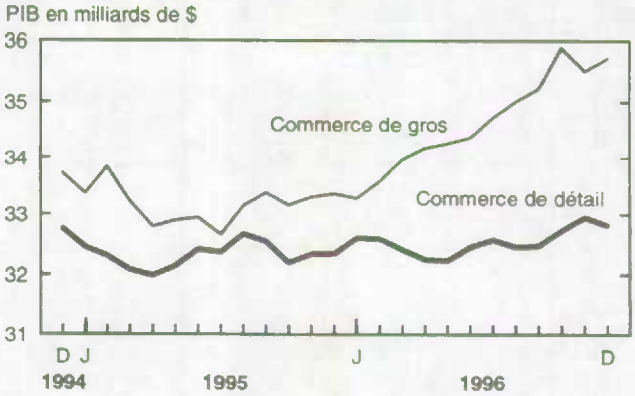
La demande d'énergie diminue avec le temps plus doux

Les services publics chutent de 4,5 % en décembre, alors que la production d'électricité recule de 4,9 % et que la distribution de gaz naturel baisse de 3,6 %. Le temps doux de décembre contribue à une baisse de la demande d'électricité, surtout au Québec, qui est en grande partie responsable de la baisse de la production d'électricité. La baisse survient après une période de forte demande en raison des températures anormalement froides au cours de l'automne dans certaines provinces de l'Ouest. Les ventes de gaz naturel aux utilisateurs résidentiels et commerciaux diminuent au cours du mois et une baisse dans la consommation des utilisateurs industriels ajoute au recul.

Le commerce de détail glisse

Le commerce de détail glisse de 0,4 % après trois hausses mensuelles consécutives. Les ventes des concessionnaires de véhicules automobiles faiblissent malgré une augmentation du nombre de véhicules vendus, ce qui indique une diminution des dépenses de réparations et d'entretien. Les ventes des détaillants de pièces d'automobiles reculent aussi en décembre.

La commerce de détail recule un peu



Les concessionnaires de véhicules automobiles contribuent néanmoins fortement au gain de 1,0 % du commerce de détail au cours du quatrième trimestre. Le nombre de véhicules vendus grimpe de 8,0 % au cours du trimestre après un gain de 4,0 % lors du trimestre précédent. Les gains reflètent des hausses dans les achats des consommateurs et des entreprises.

Les ventes des magasins de meubles et d'appareils électroménagers et des grands magasins glissent en décembre. Malgré la baisse, les achats de meubles et d'appareils électroménagers augmentent à un bon rythme au cours du quatrième trimestre, et ce pour un deuxième trimestre consécutif. L'accroissement des ventes dans les supermarchés et chez les détaillants

de vêtements modère l'ensemble de la baisse de décembre.

Gain restreint dans le commerce de gros

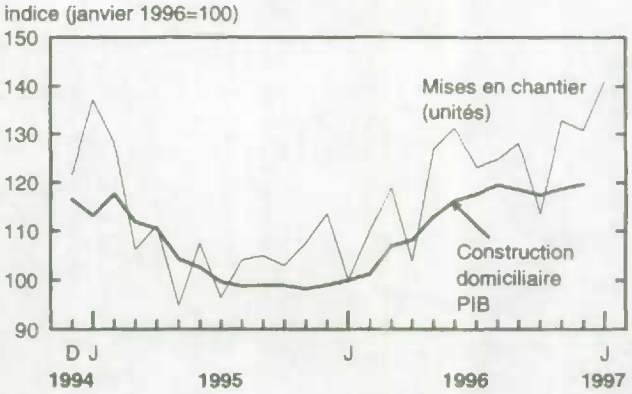
La croissance dans le commerce de gros reprend en décembre après avoir ralenti en novembre. Le commerce de gros s'accroît de 0,6 %, dominé par les ventes d'ordinateurs et de logiciels. La croissance des ventes d'ordinateurs et de logiciels reste forte au cours du quatrième trimestre. Elle reflète la vigueur dans les importations et une autre hausse de l'investissement au pays au cours du trimestre.

Les ventes de biens ménagers rebondissent en décembre après le recul de novembre. La demande de meubles et d'appareils électroménagers se raffermit au quatrième trimestre avec la vigueur dans le marché immobilier. Les grossistes réduisent substantiellement leurs inventaires afin de répondre à la demande. Les grossistes en produits divers, tels que le papier, les fournitures agricoles et les produits chimiques enregistrent des ventes beaucoup plus faibles en décembre.

La perspective s'améliore dans la construction de logements

L'activité sur les projets de construction progresse de 0,6 % en décembre. La construction résidentielle, qui s'est stabilisée au début de l'automne, s'est améliorée en novembre, tandis qu'elle progresse de 0,9 % en décembre. Un bond dans l'émission du nombre de permis de bâtir au cours de l'automne et la vigueur des mises en chantier en janvier indiquent que la construction de logements devrait s'accélérer au cours du premier trimestre de 1997.

Des signes encourageants dans la construction de logements



La construction de bâtiments non résidentiels montre des signes encourageants. Après avoir fléchi durant plusieurs mois, l'activité sur les projets non résidentiels progresse en novembre et s'accroît de 0,9 % en décembre. Le gain est concentré dans la construction d'édifices commerciaux, en hausse pour un troisième mois consécutif.

Autres industries

Les services financiers et connexes augmentent de 0,3 % en décembre, dominés par l'activité dans l'immobilier pour un troisième mois consécutif. Les fonds mutuels terminent l'année sur une note positive après s'être accrue régulièrement tout au long de 1996. L'actif des fonds mutuels fait un bond de 30 % au cours de l'année. Même si elle est toujours élevée, l'activité sur les places boursières diminue en décembre.

Les services socioculturels, commerciaux et personnels augmentent de 0,3 % en décembre avec les services aux entreprises qui progressent pour un cinquième mois consécutif et un bon gain dans les services d'hébergement et de restauration.

Données stockées dans CANSIM: matrices 4670 à 4674.

Le numéro de décembre 1996 de la publication *Produit intérieur brut par industrie* (15-001-XPB, 14 $ / 140 $) paraîtra en mars. Voir *Pour commander les publications.*

Pour plus de renseignements, communiquez avec Michel Girard au (613) 951-9145, Division des mesures et de l'analyse des industries.

Produit intérieur brut au coût des facteurs par industrie aux prix de 1986

	Juillet 1996[r]	Août 1996[r]	Sept. 1996[r]	Oct. 1996[r]	Nov. 1996[r]	Déc. 1996[p]	Nov. à déc. 1996	Déc. 1996	Déc. 1995 à déc. 1996
	données désaisonnalisées								
	variation mensuelle en %						variation en $[1]	niveau en $[1]	variation en %
Ensemble	**0,5**	**0,2**	**0,3**	**0,5**	**0,4**	**-0,2**	**-1 027**	**557 524**	**2,6**
Industries de biens	1,1	0,3	0,2	0,2	0,8	-0,8	-1 471	190 530	3,1
Industries de services	0,1	0,2	0,3	0,6	0,2	0,1	444	366 994	2,4
Secteur des entreprises	**0,6**	**0,3**	**0,4**	**0,5**	**0,6**	**-0,2**	**-884**	**468 234**	**3,6**
Biens	1,1	0,3	0,2	0,2	0,8	-0,8	-1 476	189 618	3,1
Agriculture	-1,0	0,6	0,1	0,3	-0,4	-0,2	-25	11 869	2,9
Pêche et piégeage	-0,9	3,6	-5,5	-1,7	-1,4	-0,6	-5	798	-2,3
Exploitation forestière	-3,7	4,9	2,2	0,9	-0,2	0,9	22	2 644	-10,0
Mines, carrières et puits de pétrole	1,3	1,3	-2,2	2,5	-0,6	0,0	9	24 784	4,0
Industries manufacturières	1,9	-0,2	0,7	-0,4	1,6	-0,8	-856	105 636	4,2
Construction	0,0	0,4	0,1	0,4	0,1	0,6	165	27 032	2,6
Autres industries de services publics	0,6	0,3	0,9	0,7	0,4	-4,5	-787	16 855	-1,3
Services	0,3	0,2	0,5	0,7	0,4	0,2	592	278 616	3,9
Transport et entreposage	1,3	0,9	0,7	-0,3	0,7	-0,4	-101	24 554	2,6
Communications	0,6	0,1	2,1	0,1	0,3	0,5	124	25 167	6,1
Commerce de gros	1,1	0,8	0,6	1,9	-1,1	0,6	207	35 722	7,1
Commerce de détail	0,4	-0,3	0,0	0,8	0,7	-0,4	-136	32 814	1,4
Finance, assurances et affaires immobilières	0,3	-0,0	0,3	0,8	0,8	0,3	265	90 320	4,5
Services socioculturels, commerciaux et personnels	-0,6	0,5	0,1	0,7	0,3	0,3	232	70 039	2,5
Secteur non commercial	**-0,4**	**0,0**	**-0,2**	**0,2**	**-0,2**	**-0,2**	**-143**	**89 291**	**-2,2**
Biens	-0,1	-0,6	0,3	-0,7	0,4	0,5	5	912	-2,9
Services	-0,4	0,0	-0,2	0,2	-0,2	-0,2	-148	88 379	-2,2
Administrations publiques	-0,1	-0,1	0,4	0,2	-1,0	-0,0	-9	31 037	-4,0
Services socioculturels et personnels	-0,5	0,1	-0,6	0,2	0,2	-0,3	-145	54 130	-1,1
Autres services	-1,3	0,3	-0,5	-0,0	0,4	0,2	6	3 212	-2,9
Autres agrégations									
Production industrielle	1,6	0,1	0,2	0,2	1,1	-1,1	-1 629	148 187	3,5
Biens manufacturés, non durables	1,4	0,1	0,3	1,7	-0,1	-0,8	-364	45 135	4,4
Biens manufacturés, durables	2,2	-0,4	1,0	-2,0	3,0	-0,8	-492	60 501	4,1

[r] *Données révisées.*
[p] *Données provisoires.*
[1] *En millions de dollars, au taux annuel.*

■

AUTRES COMMUNIQUÉS

Revenus et dépenses des administrations publiques (sur la base des comptes nationaux)

Quatrième trimestre de 1996

Les estimations détaillées des revenus et dépenses des administrations publiques fédérale, provinciales et locales sur la base des comptes nationaux pour le trimestre terminé le 31 décembre 1996 sont maintenant disponibles. Des données révisées portant sur les trimestres terminés le 30 septembre 1996, le 30 juin 1996 et le 31 mars 1996 sont également disponibles.

Données stockées dans CANSIM: matrices 2711 à 2713.

On peut également obtenir des totalisations spéciales et personnalisées. Pour plus de renseignements sur les produits et les services de la Division des institutions publiques, communiquez avec Viola Jabbour au (613) 951-0767.

Pour plus de renseignements, communiquez avec James Temple au (613) 951-1832 ou Robert Loggie au (613) 951-1809, Section des administrations publiques, Division des institutions publiques. ■

Statistiques financières sur l'aviation civile

Quatrième trimestre de 1996

Air Canada a déclaré un revenu direct provisoire (données désaisonnalisées) de 20 millions de dollars pour le quatrième trimestre de 1996. Les Lignes aériennes Canadien International Ltée (LACI) ont déclaré une perte directe de 102 millions de dollars pour cette période. Le revenu direct ou la perte directe est mesuré en combinant le revenu d'exploitation (avant les gains en capital, les comptes divers et l'impôt) avec les intérêts versés.

Pour l'année 1996, le revenu direct d'Air Canada était de 61 millions de dollars, soit plus du double de son revenu de 1995. LACI ont perdu 288 millions de dollars, soit plus du double de leur perte de 1995.

C'est au deuxième trimestre de 1995 que les revenus directs de ces deux transporteurs ont commencé à s'écarter, ce qui faisait suite à deux ans de similarité dans la déclaration trimestrielle de leurs revenus ou de leurs pertes. Depuis le deuxième trimestre de 1995, la performance d'Air Canada s'est démarquée de celle de LACI avec un gain approximatif de 80 millions de dollars en moyenne à chaque trimestre.

Si on se réfère à la période de dérégularisation (commençant en 1988) jusqu'au deuxième trimestre de 1995, les pertes cumulatives directes déclarées par les deux transporteurs ont été pratiquement identiques, à environ 900 millions de dollars. Maintenant, les deux transporteurs sont séparés par 465 millions de dollars depuis l'amélioration d'Air Canada qui s'est produite dans la dernière année et demie. Toutefois, Air Canada a toujours une perte directe cumulative de 820 millions de dollars, qui se rapporte à la période de 1988 à 1996.

Données stockées dans CANSIM: matrice 385.

Les données sur l'aviation civile du quatrième trimestre et les données opérationnelles de décembre 1996 paraîtront bientôt dans le *Bulletin de service du Centre des statistiques de l'aviation* (51-004-XPB, 11 $ / 105 $). Voir *Pour commander les publications.*

Pour plus de renseignements, communiquez avec Lisa Di Piétro au (819) 997-6176, Centre des statistiques de l'aviation, Division des transports. ■

Énergie électrique

1996 et décembre 1996

Un mois de décembre relativement chaud dans l'est du Canada a mené à une baisse de la production d'électricité. La production nette d'électricité a diminué à 50 479 gigawattheures, en baisse de 2,6 % comparativement à décembre 1995. La production a baissé de 5,5 % dans les provinces à l'est du Manitoba, tandis qu'elle a augmenté de 4,7 % dans les provinces à l'ouest, lesquelles ont eu un mois de décembre plus froid qu'en 1995. Les exportations ont augmenté de 19,3 %, pour atteindre 3 362 gigawattheures. Le Manitoba a fourni la majeure partie de l'augmentation. Les importations sont passées de 584 gigawattheures à 828 gigawattheures.

La production d'hydroélectricité a diminué de 3,3 % pour atteindre 32 169 gigawattheures. La production a baissé de 11,8 % au Québec, résultat d'un temps plus chaud que la normale. Le temps affecte fortement la demande d'électricité au Québec, parce que l'électricité est la source d'énergie principale pour le chauffage au niveau résidentiel. La production de source thermique classique se chiffre à 10 513 gigawattheures, en baisse de 2,6 %. La production d'électricité de source

nucléaire a atteint 7 798 gigawattheures, en hausse de 0,8 %.

En 1996, la production d'électricité a totalisé 547 781 gigawattheures, ce qui constitue une augmentation de 2,0 % relativement à la période correspondante de 1995.

L'augmentation provient presque entièrement de l'hydroélectricité, surtout en Colombie-Britannique, où il y a eu une augmentation de 33,0 %. Les exportations ont enregistré une hausse de 1,3 % pour s'inscrire à 43 875 gigawattheures, alors que les importations ont diminué de 16,4 %, pour atteindre 6 211 gigawatt heures. Une plus forte production de source hydraulique en Colombie-Britannique a fait baisser les importations provenant du nord-ouest des États-Unis de 44 %. L'Ontario, cependant, a augmenté ses importations de 66 % pour compenser la fermeture temporaire d'une partie de sa capacité nucléaire.

Données stockées dans CANSIM: matrices 3987 à 3999.

Le numéro de décembre 1996 de *Statistiques de l'énergie électrique* (57-001-XPB, 11 $ / 110 $) paraîtra bientôt. Voir *Pour commander les publications*.

Pour plus de renseignements, communiquez avec André Lefebvre au (613) 951-3560, Section de l'énergie, Division de l'industrie. Internet: *alefeba@statcan.ca*. ■

Revue des céréales et des graines oléagineuses

Décembre 1996

À cause des retards survenus dans la préparation des céréales pour l'exportation, bon nombre de navires attendent d'être chargés sur la côte ouest. La Commission canadienne du blé a sollicité l'intervention du gouvernement fédéral et a demandé aux compagnies de chemin de fer d'accorder la priorité au transport des céréales. Selon Statistique Canada, comparativement à l'année précédente, les estimations des stocks de céréales à la ferme au 31 décembre 1996 ont augmenté de façon substantielle pour ce qui est du blé, de l'orge et de l'avoine, mais celles des stocks de graines oléagineuses ont diminué. Les fluctuations sont attribuables aux niveaux de production de 1996. Le raffermissement du dollar canadien a exercé des pressions sur le prix des céréales. Toutefois, la forte demande a permis au gouvernement fédéral d'augmenter les paiements initiaux versés en 1996-1997 à l'égard de l'orge de brasserie.

La revue des céréales et des graines oléagineuses de décembre (22-007-XPB, 15 $ / 144 $) contenant le Rapport de situation du mois de janvier paraîtra bientôt. Voir *Pour commander les publications*.

Pour plus de renseignements, communiquez avec Jeannine L. Fleury au (613) 951-3859 ou Karen Gray au (204) 983-2856, Sous-section de la commercialisation du grain, Division de l'agriculture. Internet: *graykar@statcan.ca*. ■

Statistiques du téléphone

1995

En 1995, les recettes d'exploitation des réseaux téléphoniques étaient de 14,3 milliards de dollars, soit une augmentation de 0,6 % par rapport à l'année précédente. Même si l'industrie démontre une hausse chaque année, les recettes du service interurbain ont subi une baisse dans leur part des recettes totales d'exploitation. En 1994, les recettes du service interurbain représentaient 40,8 % du revenu alors qu'en 1995 cette proportion était réduite à 37,1 %. Le revenu des communications interurbaines est passé de 5,8 milliards de dollars en 1994 à 5,3 milliards de dollars en 1995. Le revenu des communications locales pour la même période (5,8 milliards de dollars en 1994 à 6,2 milliards de dollars en 1995) est passé entre 1994 et 1995 de 40,7 % du total des recettes d'exploitation à 43,6 %. On peut attribuer cette augmentation à plusieurs facteurs. L'utilisation du réseau Internet et des télécopieurs a créé un besoin pour plus de lignes d'accès, lesquelles ont augmentées de 3,0 % durant la période 1994-1995. Le nombre de lignes résidentielles s'est accru de 1,8 %, cette hausse fut de 5,6 % pour les lignes commerciales. En raison de cette augmentation de lignes d'accès, les recettes mensuelles pour les services locaux et la location d'équipements ont connu une hausse importante. Les distributeurs de services interurbains alternatifs font concurrence au marché du service interurbain, ce qui en revanche, réduit les recettes du service interurbain des compagnies de téléphone; de plus, le coût des appels interurbains a aussi diminué au cours des dernières années.

Les dépenses d'exploitation se sont chiffrées à 11,2 milliards de dollars en 1995, soit 78,2 % du revenu. En 1994, elles représentaient 75,4 % du revenu, soit 10,7 milliards de dollars. Les recettes nettes d'exploitation étaient de 3,1 milliards de dollars en 1995, soit 21,8 % du revenu et 3,5 milliards ou 24,6 % du revenu en 1994.

Le nombre de salariés à plein temps continue de chuter passant de 88 288 en 1994 à 88 014 en 1995. La rémunération totale s'est chiffrée à 4,2 milliards de

dollars, soit 29,2 % du revenu comparativement à 4,2 milliards de dollars, soit 29,8 % du revenu en 1994.

Données stockées dans CANSIM: matrice 1801.

Un sommaire de ces données sera publié dans le volume 26, numéro 4 du *Bulletin de services des communications* (56-001-XPB, 12 $ / 40 $), qui paraîtra bientôt. Voir *Pour commander les publications.*

Pour plus de renseignements, communiquez avec Tom Gorman au (613) 951-3498, Projet de remaniement des sciences et de la technologie, Section des télécommunications. Télécopieur: (613) 951-9920. ■

NOUVELLES PARUTIONS

Infomat, revue hebdomadaire, 28 février 1997
Numéro au catalogue: 11-002-XPF
(Canada: 4$/140$; États-Unis: 5$US/168$US; autres pays: 5$US/196$US).

Classification type des biens, 1996
Numéro au catalogue: 12-580-XPF
(Canada: 119$; États-Unis: 119$US; autres pays: 119$US).

Production minérale du Canada, 1996
Numéro au catalogue: 26-202-XPB
(Canada: 24$; États-Unis: 29$US; autres pays: 34$US).

Dépenses en réparations et rénovations effectuées par les propriétaires-occupants, 1995
Numéro au catalogue: 62-201-XPB
(Canada: 30$; États-Unis: 36$US; autres pays: 42$US).

Pour commander les publications

Simplifiez vos recherches en feuilletant le *Catalogue de Statistique Canada*, 1994 (11-204F, Canada 15$; États-Unis: 18$US; autres pays: 21$US). L'index des mots-clés vous aidera à trouver des données statistiques sur l'activité économique et sociale.

Commandez *Le Quotidien* et autres publications par téléphone:

Ayez en main: • Titre • Numéro au catalogue • Numéro de volume • Numéro de l'édition • Numéro de VISA ou MasterCard.

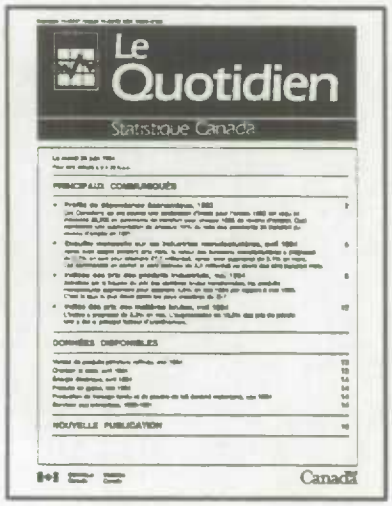
Au Canada et aux États-Unis, composez:	**1 (800) 267-6677**
Pour les autres pays, composez:	**1 (613) 951-7277**
Ou envoyer votre commande par télécopieur:	**1 (613) 951-1584**

Pour un changement d'adresse: veuillez indiquer votre numéro de compte.

Pour commander par la poste, écrivez à: Ventes et services, Division de la commercialisation, Statistique Canada, Ottawa, K1A 0T6. Veuillez inclure un chèque ou un mandat-poste à l'ordre du Receveur général du Canada/Publications. Au Canada, ajoutez 7% de TPS.

Les centres régionaux de Statistique Canada offrent toute une gamme de produits et services.
Pour trouver le centre le plus près, consultez les pages bleues de votre annuaire téléphonique sous la rubrique « Statistique Canada ».

Les agents libraires agréés et autres librairies vendent aussi les publications de Statistique Canada.



Bulletin officiel de diffusion des données de Statistique Canada

Numéro au catalogue 11-001F.

Publié tous les jours ouvrables par la Division des communications, Statistique Canada, Immeuble R.-H.-Coats, 10e étage, section G, Ottawa, K1A 0T6.

Pour recevoir *Le Quotidien* via l'Internet, envoyez un message par courrier électronique à listproc@statcan.ca. Laissez en blanc la ligne de l'objet. Dans le corps du message, tapez: subscribe quotidien prénom et nom.

Rédacteur: Christian Carbonneau (613) 951-1187
Chef de la Diffusion officielle: Andrée Hébert (613) 951-1088

Publication autorisée par le ministre responsable de Statistique Canada. © Ministre de l'Industrie, 1997. Il est permis de citer la présente publication dans les journaux et les magazines ainsi qu'à la radio et à la télévision à condition d'en indiquer la source: Statistique Canada. Toute autre forme de reproduction est permise sous réserve de mention de la source, comme suit, dans chaque exemplaire: Statistique Canada, *Le Quotidien*, numéro 11-001F au catalogue, date et numéros de page.

CALENDRIER DES COMMUNIQUÉS: MARS 1997

(À cause de circonstances imprévisibles, les dates de parution peuvent être modifiées.)

Date de parution	Titre	Période de référence
6	**Permis de bâtir**	janvier 1997
6	**Indice de l'offre d'emploi**	février 1997
7	**Enquête sur la population active**	février 1997
7	**Taux d'utilisation de la capacité industrielle**	quatrième trimestre de 1996
11	**Ventes de véhicules automobiles neufs**	janvier 1997
12	**Indice des prix des logements neufs**	janvier 1997
17	**Voyages entre le Canada et les autres pays**	janvier 1997
17	**Enquête mensuelle sur les industries manufacturières**	janvier 1997
18	**Indice composite**	février 1997
19	**Commerce de gros**	janvier 1997
20	**L'Observateur économique canadien**	mars 1997
20	**Commerce international du Canada**	janvier 1997
20	**Commerce de détail**	janvier 1997
21	**Indice des prix à la consommation**	février 1997
24	**Opérations internationales du Canada en valeurs mobilières**	janvier 1997
25	**Assurance-emploi**	janvier 1997
26	**Indice des prix des produits industriels**	février 1997
26	**Indice des prix des matières brutes**	février 1997
27	**Emploi, gains et durée du travail**	janvier 1997
27	**Produit intérieur brut réel par industrie au coût des facteurs**	janvier 1997

Ce calendrier est disponible sur CANSIM et peut être imprimé en utilisant la commande DATES.

Dégagez les nouvelles tendances

Définissez les nouveaux marchés

Déterminez les possibilités de profit

STATISTICS CANADA LIBRARY
BIBLIOTHÈQUE STATISTIQUE CANADA
1010730584

Pour maintenir votre place sur le marché de demain, vous devez être en mesure de prévoir les tendances aujourd'hui. Pour ce faire, vous devrez comprendre les habitudes d'achat sur le marché canadien.

Renfermant un profil complet des consommateurs canadiens ainsi qu'une analyse approfondie des industries canadiennes, le ***Recueil statistique des études de marché*** brosse un tableau exhaustif des habitudes d'achat. Ce précieux best-seller peut vous faire découvrir de nouveaux marchés en vous fournissant les détails suivants :

- les revenus des Canadiens et leurs dépenses pour la voiture, le loyer, les appareils de divertissement et les appareils ménagers;
- le niveau des ventes dans les magasins de détail à succursales et les grands magasins;
- les biens échangés entre le Canada, les É.-U. et d'autres pays;
- les données du recensement telles que l'âge, le sexe, le niveau de scolarité, les ménages, le chômage, la migration interprovinciale et internationale

...et bien plus encore!

Le ***Recueil***, contenant plus de 600 pages et au delà de 200 tableaux statistiques, vous permettra d'accéder instantanément aux données provinciales et nationales sur le marché. Il traite d'indicateurs économiques importants tels que le **produit intérieur brut**, la **productivité de la population active**, les **investissements privés et publics** et l'**Indice des prix à la consommation**.

Procurez-vous votre exemplaire du ***Recueil statistique des études de marché*** (n° 63-2240XPB au catalogue) dès aujourd'hui pour seulement 110 $ au Canada plus 7,70 $ de TPS et la TVP en vigueur, 132 $ US aux États-Unis et 154 $ US dans les autres pays. Commandez votre exemplaire **PAR TÉLÉPHONE EN COMPOSANT SANS FRAIS** le 1-800-267-6677 **OU PAR TÉLÉCOPIEUR** au (613) 951-1584 et utilisez votre carte VISA ou MasterCard, **OU PAR LA POSTE** à l'adresse suivante : Statistique Canada, Division des Opérations et de l'intégration, Direction de la circulation, 120, av. Parkdale, Ottawa (Ontario) K1A 0T6, ou communiquez avec le bureau régional de Statistique Canada le plus près dont la liste figure dans la présente publication. Via l'Internet: order@statcan.ca

56729000278